



IMAGINE DEMAIN

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GENERALE

VENDREDI 13 DECEMBRE 2019

N° 006

300 FCFA

CHAMPISO

JUSQU'À 40% DE REMISE

jusqu'au 31 déc.

Joyeuses fêtes

Durant cette période profitez de nos offres et Achetez le carton à 9600F au lieu de 12000F

40 cl

7 ans

f t g+ in champisotogo | www.champisotogo.com | info@champisotogo.com Tél : +228 98 53 41 23

REPORTAGE

A Kpotémé, la cantine scolaire fait du bonheur



PAGE 4

ENTREPRENEURIAT

Solim KPEMISSI, Présidente du Programme de l'Entrepreneuriat Féminin en Afrique-TOGO (AWEP TOGO) : « L'association amène les femmes à voir grand. »



PAGE 2

POLITIQUE

Paradoxe du financement agricole en Afrique de l'Ouest: Cas du Togo



PAGE 5



Présidentielle de 2020 : la réélection du Président Faure en ligne de mire

Les troupes du parti UNIR sont bien résolus à désigner Faure GNASSINGBE candidat. Ils s'y préparent. Le Chef de l'Etat, concentré sur sa mission, garde le silence pour l'instant. Sera-t-il ou non dans la course à sa succession ? Il peut s'agir d'un faux suspense... La candidature, voire la réélection du Président sortant ne sera pas une surprise.

PAGE 3

Entretien avec le journaliste Pierrot Kossi ATTIOGBE à l'occasion des 10 ans de ses émissions politiques : « je me fais le porte-parole de plusieurs Togolais à la fois »

PAGE 7

Les nouvelles exigences à l'exportation des produits agricoles et agroalimentaires vers le marché de l'UE

PAGE 3

Solim KPEMISSI, Présidente du Programme de l'Entrepreneuriat Féminin en Afrique- TOGO (AWEP TOGO) : « L'association amène les femmes à voir grand. »

AWEP (African Women's Entrepreneurship Program), Programme de l'Entrepreneuriat Féminin en Afrique, est une initiative de l'Etat américain depuis 2010. Ce programme est destiné aux femmes entrepreneures, exerçant dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Il leur permet de se mettre en synergie, de développer leurs entreprises et de renforcer leurs activités de production, transformation, exportation. AWEP-TOGO s'inscrit dans cette dynamique. Nous avons rencontré sa présidente actuelle, Mme KPEMISSI Solim, promotrice de « YEIMY Fruits », une marque spécialisée dans la transformation de fruits biologiques notamment les fruits séchés. Interview.

Imagine Demain : Pouvez-vous nous parler d' « AWEP TOGO » et de son apport à la promotion de l'entrepreneuriat féminin ?

Solim KPEMISSI : « AWEP TOGO » est une association de femmes entrepreneures au sein de laquelle il existe 3 secteurs : l'agro-alimentaire, le textile et design et le cosmétique naturel. L'association amène les femmes à voir grand. Même en ayant une très petite entreprise, la femme doit voir grand. Lorsqu'elle a cette vision, sa petite entreprise a un formidable potentiel de développement.

Pour adhérer à « AWEP TOGO », il faut que l'entreprise soit légalement constituée et qu'elle ait une unité de production bien installée. Nous ne demandons pas d'avoir nécessairement un grand local, mais un cadre bien aménagé, même s'il s'agit d'une petite pièce. Ceci étant, l'entrepreneure n'est plus dans l'informel. Elle voit plus grand que l'informel. Cela lui permet de bâtir sa crédibilité et d'inspirer confiance vis-à-vis de ses partenaires.

AWEP TOGO fait également de l'accompagnement à l'autonomisation de la femme. L'entreprise, si petite soit-elle doit présenter une aura de qualité. Nous sommes exigeantes sur la qualité de nos produits. Pour que le Togolais consomme davantage les produits locaux, cela dépend aussi de nous les producteurs et transformateurs. Nous devons mettre le client en

confiance. Dès qu'il voit le produit, l'apparence, par exemple, doit l'attirer et le rassurer. Elle doit l'amener à acheter le produit, le tester, l'apprécier, et l'adopter. C'est ce travail que l'association fait avec les femmes, notamment les femmes rurales.

Combien de membres compte AWEP-TOGO en ce jour ?

AWEP TOGO a déjà enrôlé une quarantaine de membres. Mais nous avons enregistré des demandes qui sont en attente. Vous apportez des aides aux femmes rurales...

Oui ! Nous travaillons avec des coopératives, des groupements de femmes rurales, que ce soit dans l'agroalimentaire, le textile, ou le cosmétique. Si tout va bien, l'année prochaine, nous allons nous déployer au niveau de chaque région pour pouvoir suivre ces femmes, de Lomé jusqu'à Dapaong. Il y a parfois des opportunités qui se présentent mais les femmes n'étant pas informées, les ratent.

AWEP-TOGO a pour vision d'intégrer toutes les femmes entrepreneures. Même étant agricultrice, la femme peut vivre de cette activité et assurer l'éducation de ses enfants... Nous voulons être aussi la voix de ces femmes.

Quelles sont vos perspectives ?

Nous avons actuellement un projet de création d'une vitrine virtuelle pour aller vers le e-commerce. Aujourd'hui, aucun

entrepreneur ne peut se soustraire à cela. Ce n'est plus un choix mais une obligation parce que le monde est digitalisé.

Le e-commerce nous permettra d'étendre notre marché. Nous avons déjà un site web. Nous ferons sa refonte pour y intégrer la vitrine. Dans cette vitrine, il y aura une boutique pour chaque femme professionnelle avec son nom, sa présentation, sa structure et ses produits. Nous avons à cœur de lancer les AWEP régionaux pour que les femmes qui sont dans des endroits reculés, puissent bénéficier de ce projet.

Le projet est-il déjà en cours ?

D'ici peu. Il nous faut mobiliser les moyens financiers avant de lancer le projet.

Avez-vous des partenaires ?

L'Ambassade des Etats-Unis au Togo est notre partenaire principal. Elle nous accompagne dans nos projets.

AWEP-TOGO fait la promotion des exportations. En ce qui concerne justement les Etats-Unis, comment vous organisez-vous, vu qu'il existe bien de règles à respecter ?

Il y a des exigences. L'ambassade des Etats-Unis au Togo nous avait envoyé un expert de l'USAID (Agence des Etats Unis pour le Développement International) pour nous former sur les produits qui peuvent être exportés aux Etats-Unis, les conditions qu'il faut respecter etc. Il nous revient de travailler pour répondre à ces critères.

Y a-t-il des membres qui arrivent à exporter ?

Oui ! Il y a certaines femmes qui arrivent à exporter. L'objectif est qu'une majeure partie des membres de l'association



kpemissi Solim

le fasse.

Quelles sont les contraintes ?

Ilyasurtout la certification biologique. C'est une condition incontournable pour exporter les produits agroalimentaires. Quant aux produits textiles, le problème ne se pose pas trop avec l'obtention du visa douanier dans le cadre de l'AGOA.

Mais nous ne visons pas que le marché des Etats-Unis. Nous désirons les pays de la sous-région. Des pays comme la Côte d'Ivoire et le Ghana parce qu'il s'agit d'un grand marché aussi. Avec l'accord de la zone de libre échange, nous pensons que les barrières au niveau des douanes, des taxes, les contraintes au niveau des frontières seront supprimées et le grand marché africain sera ouvert à tous les Africains. C'est une réelle opportunité pour nous de pouvoir accéder au marché de la sous région avant de penser à celui des Etats-Unis.

Quelles sont les

conditions pour adhérer à l'association ?

Il faut être une femme entrepreneure et disposer de sa carte CFE (centre de Formalités des Entreprises) ou s'il s'agit d'une coopérative, il faut le numéro d'identification au niveau du ministère de l'agriculture. L'entreprise doit être reconnue comme une structure bien installée qui mène une activité sur le territoire togolais.

Nous effectuons ensuite une visite de terrain. Si l'entreprise a une unité de production, dans quelles conditions se fait le travail ?

Nous n'allons pas permettre que quelqu'un consomme un produit d'AWEP-TOGO et constater après qu'il a mal au ventre ... nous voulons que le minimum des règles d'hygiène soient respectées. Si la visite est concluante, il suffit de payer 10 000 FCFA comme frais d'adhésion.

Propos recueillis par Babatundé B.

Présidentielle de 2020 : la réélection du Président Faure en ligne de mire

Les troupes du parti UNIR sont bien résolus à désigner Faure GNASSINGBE candidat. Ils s'y préparent. Le Chef de l'Etat, concentré sur sa mission, garde le silence pour l'instant. Sera-t-il ou non dans la course à sa succession ? Il peut s'agir d'un faux suspense... La candidature, voire la réélection du Président sortant ne sera pas une surprise.

Samedi 07 décembre à Bassar, ville située dans le centre du Togo, des milliers de personnes ont marché dans les rues pour exprimer leur vœu de voir Faure Gnassingbé être candidat. « Il est notre candidat naturel que nous avons sollicité et que le peuple sollicite », martèle Atcholé Aklesso, secrétaire exécutif du parti « Union pour la République » (UNIR), parti au pouvoir.

Au sein de ce parti, « tout le monde lui prouve sa loyauté », admet Epiphanie, togolaise, doctorante en sciences politiques à Paris, observateur de la scène politique de son pays. « Son leadership ne souffre d'aucune contestation » ajoute Epiphanie.

Alan, chef d'entreprise, donne son avis : « en France, en 2017, dès que Sarkozy,

en tant qu'ancien président du parti et président de la République, a été soumis à des primaires, cela signifie que sa légitimité était contestée », dit-il. « Il n'avait pas d'emprise sur le parti », poursuit-il avant de s'interroger : « un candidat qui n'a pas le soutien de son parti derrière lui, comment peut-il avoir tout le peuple derrière lui? ».

L'élection présidentielle est prévue le 22 février 2020. Faure GNASSINGBE, ragaillard par la légitimité dont il jouit au sein de son parti, pourra se présenter. D'autant plus que le Togo affiche une embellie économique et des perspectives de développement intéressantes, et que le Président serait tenté de poursuivre sa lutte pour le



développement social. UNIR devra remporter la présidentielle

Certes, presque la moitié des électeurs n'est pas allée aux urnes lors de la dernière municipale ; UNIR a confirmé son ancrage territorial. Il est difficile de croire que, 60 % des Togolais qui ont voté le parti présidentiel lors des élections locales du 30 juin passé puissent modifier radicalement leur opinion huit mois plus tard. L'opposition, affaiblie par

les divisions internes, et surtout par la déconfiture de la C14- coalition des 14 partis, qui apparaissait, il y a deux ans, comme une aubaine pour l'opposition -, continue malgré tout de tenir la route. Mais difficile de croire qu'elle représente, à deux mois des élections présidentielles de 2020, une force d'alternance crédible en 2020. L'ANC (Alliance National pour le changement), le parti de Jean Pierre Fabre, principal rival de Faure GNASSINGBE,

ne pèse que 10% sur la balance de l'électorat, si l'on s'en tient toujours aux résultats de la municipale de juin 2019. Certes, il n'est pas question pour cet opposant historique de donner le moindre signe de relâchement, mais comme d'autres opposants, il a du mal à asseoir une stratégie efficace qui pourra l'amener au pouvoir. Il reste à savoir si l'opposition peut contraindre le parti UNIR à un ballottage.

Youssef B

Les nouvelles exigences à l'exportation des produits agricoles et agroalimentaires vers le marché de l'UE

Selon des données de la Commission européenne, le Togo le premier exportateur de produits bio vers l'UE en Afrique de l'Ouest. Un exploit quand on sait que, pour exporter vers le marché de l'UE, il existe des normes, des exigences légales pour qu'un produit agricole ou agroalimentaire soit vendu en Europe.

« Pour nous, au niveau du gouvernement, ces normes sont des standards que nous voudrions mettre en place aussi pour les consommateurs togolais et ceux de la sous région », a affirmé M. BATAKA

Dans le cadre du forum économique Togo-union européenne, Un pré-événement avait réuni, le mercredi 12 juin 2019, plusieurs centaines d'agriculteurs, producteurs et exportateurs du Togo et des experts de l'Union Européenne à l'hôtel Sarakawa de Lomé.

Cette conférence -débat a eu pour thème « Les conditions d'exportation des

produits agricoles et agroalimentaires sur le marché européen et opportunités de financement. »

Le but est de permettre à des acteurs de ce secteur de maîtriser les normes sanitaires et phytosanitaires pour l'exportation des produits agricoles et agroalimentaires togolais vers le marché de l'Union Européenne, et leur permettre ainsi d'accroître ces exportations ; puis de connaître les opportunités de financement des chaînes de valeur agricoles et agroalimentaires dans le cadre de l'alliance Afrique Europe pour des investissements et des emplois durables.

Le ministre de l'agriculture, de la production animale et halieutique Koutéra K.BATAKA avait souligné à l'occasion que les normes ne sont pas des barrières mais des dispositions normatives mises en place pour assurer que « ce qui vient dans les assiettes des uns et des autres soient

sains ». « Pour nous, au niveau du gouvernement, ces normes sont des standards que nous voudrions mettre en place aussi pour les consommateurs togolais et ceux de la sous région », a affirmé M. BATAKA.

De nouvelles procédures vont s'appliquer à tous les produits arrivant en Europe à partir du 14 décembre

Dans quelques heures, un nouveau règlement phytosanitaire de l'Union Européenne prendra effet. Très strictes, ces nouvelles procédures vont s'appliquer à partir de ce 14 décembre 2019, aux pays exportateurs de fruits et légumes, afin de prévenir l'introduction et la propagation de ravageurs et de maladies dans la zone UE. Il faut retenir pour l'essentiel qu'un certificat phytosanitaire est exigé pour tous les fruits et légumes (cinq exceptions près : ananas, noix de coco, durian, banane, datte). Dans le certificat phytosanitaire, il faut remplir une déclaration



supplémentaire qui comprend le libellé complet de l'exigence spécifique pertinente ; Pour les marchandises à haut risque, il faut au préalable une évaluation complète des risques par les autorités européennes (EFSA) avant de décider si elles peuvent être importées ou non, et dans quelles conditions.

« À noter que ces nouvelles procédures s'appliqueront à tous les produits arrivant en Europe à partir du 14 décembre ou après cette date » précise un communiqué de

COLEACP. Outre les nouvelles règles phytosanitaires, le règlement de l'UE sur les contrôles officiels ((UE) 2017/625) prévoit des contrôles documentaires et physiques plus stricts à l'arrivée en Europe ; les autorités compétentes des Etats Membres européennes doivent désormais inspecter au moins 1% de tous les lots accompagnés d'un certificat phytosanitaire, ce pourcentage peut augmenter jusqu'à 100 % en cas de risque élevé d'interception.

La rédaction

Reportage : A Kpotémé, la cantine scolaire fait du bonheur

À l'EPP de KPOTEME, la préparation et la fourniture gratuite de repas en milieu scolaire aux élèves rendent heureux, les femmes, les élèves et le corps enseignant. Reportage.



Le lavage des mains

Il est onze heures trente-deux minutes. La cloche de l'école sonne la fin des classes ce mercredi 10 novembre à l'École Primaire Publique (EPP) Kpotémé, village situé

à huit kilomètres de la ville d'Agossou Amoussi, très souriante, raconte : « Nous sommes réparties en groupes. Déjà à 07 heures, certaines collègues viennent balayer et faire le feu. Nous, nous sommes arrivés vers 08 heures pour commencer la cuisine. Nous sommes heureuses car, sans la nourriture, les enfants ne seraient pas assidus ».

Assise sur un tabouret à la devanture d'un bâtiment, à proximité de la cantine,

Joséphine, la trentaine, coupe les oranges devant servir au dessert. Les premiers élèves sortent de leurs classes, avec des cabas fabriqués avec l'emballage de riz, qui leur servent de sacs d'écoliers dans le village. Ils forment la queue par classe et se dirigent vers le dispositif de lavage de main installé sous quelques arbres au milieu de la cour ensoleillée. Les élèves passent à tour de rôle pour se mouiller la main avec de l'eau savonneuse puis, les rincer juste à coté avant de retourner en classe où les attendent le repas chaud. « Passez un à un », crie Amaglo YAOVI, enseignant en classe de CP1 C, à l'endroit de quelques rares élèves qui tentent de se bousculer. « Un à un » ne cesse aussi de répéter M. SENANOU qui tient une classe de CP2. Follyvi Kouevi-Koko, directeur du groupe B, tente pour sa



Les élèves savourent la pâte accompagnée de la sauce adémè

à huit kilomètres de la ville d'Agossou Amoussi, très souriante, raconte : « Nous sommes réparties en groupes. Déjà à 07 heures, certaines collègues viennent balayer et faire le feu. Nous, nous sommes arrivés vers 08 heures pour commencer la cuisine. Nous sommes heureuses car, sans la nourriture, les enfants ne seraient pas assidus ».

Assise sur un tabouret à la devanture d'un bâtiment, à proximité de la cantine,

part, d'orienter quelques élèves qui viennent à peine de sortir de leur classe. A 50 ans, cet enseignant de formation qui accumule 19 ans de présence dans l'école dont 11 ans au poste de directeur, est l'un des trois directeurs de cette école subdivisée en groupes « A », « B » ET « C ».

« Quand on termine à 11 heures 30, il faut rester pour suivre les enfants, dans le processus pour aboutir à leur prise de



Le tableau du menu du jour

repas. Il faut les suivre au niveau du lavage des mains et de la distribution des repas» raconte Komlan MISSOAYE, directeur du groupe A. « Ici, nous avons mis en place un dispositif qui nous allège la tâche. Au départ, les enfants devaient se mettre en rang pour se diriger vers des femmes mamans. Nous avons trouvé que c'était compliqué. Nous avons reparti les classes aux femmes mamans. Chaque matin, chacune vient voir l'enseignant de la classe qui lui est confiée. Elle se renseigne sur l'effectif des élèves présents. Elle fera la cuisine en fonction de ce nombre et elle déposera les repas dans la classe. Les élèves, après le lavage des mains, viennent s'en servir », poursuit-il. « Avec la cantine, quand ils mangent à 11 heures, à la sortie de la matinée, ils rentrent à la maison, se reposent et reviennent à 14 heures. Cela a permis de retenir beaucoup d'enfants dans le cadre scolaire et de facto, augmenter le taux de scolarisation. Les enfants ne restent plus à la maison. Les résultats ont beaucoup évolué

également » déclare M MISSOAYE. « Avant la cantine scolaire, les élèves n'étaient pas tellement réguliers » avoue-t-il avant de répéter encore qu'« avec la cantine, il y a eu beaucoup de réduction du taux de déperdition scolaire dans le village ». Dans la classe de CE2 B, les enfants commencent le déjeuner. « Ils prennent chacun, un plat et s'en vont s'asseoir. Après avoir fini de manger, ils se lavent les mains puis rangent les plats. Les femmes viennent ramasser » explique M. MISSOAYE.

Dans une autre classe, SAPE Komlan, 13 ans, est bien heureux... Jusqu'à la distribution de la nourriture, il était en classe, le ventre vide comme la plupart de ses camarades. « Le repas est doux » déclare cet élève au CM2. Il est interrompu par les rires de ses camarades qui tous, savourent la pâte accompagnée de la sauce adémè qui sentait bon. Il sonne alors 13 heures 06 minutes.

Joseph Mensah-Boboe, de retour de Kpotémé

Le volet « cantines scolaires » est l'une des composantes du projet de filets sociaux et services de base (FSB), mise en œuvre par l'ANADEB (Agence Nationale d'Appui au Développement à la base. Le projet est cofinancé par l'Etat Togolais et la Banque mondiale. Objectif : accroître l'accès des enfants des communautés les plus pauvres du Togo à des repas scolaires réguliers, ce qui devrait en retour améliorer la fréquentation et la rétention dans les écoles des zones ciblées.

Au cours de l'année 2017-2018, plus de 7 millions de repas ont été distribués à 91 319 élèves dans 304 écoles primaires réparties dans les 5 régions du pays.

PARADOXE DU FINANCEMENT AGRICOLE EN AFRIQUE DE L'OUEST : Cas du Togo



L'insuffisance du financement agricole est la principale raison pour laquelle tous les défis ont persisté

De 100 millions d'habitants en 1900, la population de l'Afrique est passée à environ 275 millions dans les années 1950-1960, puis à 640 millions en 1990 et à 1,2 milliards en 2016. Selon les projections démographiques, en 2050, la population se situera entre 2 et 3 milliards puis 4,4 milliards en 2100. Elle représenterait 39% de la population mondiale (ONU/Population Division, World Population Prospects :

The 2017 Révision). Selon le rapport 2018 de l'ONU sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, 821 millions de personnes souffrent de la faim et plus de 150 millions d'enfants accusent des retards de croissance. Le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation chronique dans le monde a augmenté de 17 millions sur la période 2016-2017. L'Afrique est la région du monde où la population sous-alimentée est la plus élevée (20,4% - jusqu'à 31,4% en Afrique de l'Est (FAO, FIDA, PAM, UNICEF et OMS, l'Etat de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le

monde 2018, septembre 2018) alors qu'elle possède 60% des terres arables non exploitées du monde (une exploitation qui peut permettre à l'Afrique de nourrir presque toute la planète du moins les trois quarts).

Au Togo, en 1960, la population était de 1,4 million ; en 1981, elle est de 2,7 millions d'habitants et de 6,2 millions en 2010. Le nombre d'habitants est passé de 6,8 millions en 2015 à 7,6 millions en 2020 pour atteindre presque 10 millions en 2031. Soit un taux d'accroissement annuel moyen de 2,3% entre 2010 et 2031.

De sérieux problèmes sociaux se posent notamment l'alimentation, et il faut investir dans l'agriculture pour nourrir la population sans cesse grandissante, financer l'agriculture afin d'exploiter les terres encore disponibles (seulement 40% des terres agricoles sont exploitées avec des rendements faibles). Rappelons que le secteur primaire dominé par l'agriculture, la pêche et l'élevage, a contribué en moyenne au cours des 12 dernières années (2008-2019) à la formation du

PIB à hauteur de 26,83%. Le secteur secondaire dominé par les activités industrielles, participe à 18,33% à la création de la richesse et le secteur tertiaire maîtrisé par le commerce a participé au PIB de 40,98%.

En Afrique de l'Ouest, par exemple, 76% des emplois concernent l'agriculture et sa part dans le PIB est en moyenne de 26% (source BCEAO). Au Togo, la part de l'agriculture dans le PIB national à prix courant en 2018 est de 31%. Elle occupe une part importante de 70% de la population active et constitue la source principale de revenus pour 97% des ménages ruraux et donc un levier important de lutte contre la pauvreté - 73% des pauvres étant en milieu rural (INSEED, Cartographie de la pauvreté au Togo, juin 2018).

Malgré le fait que le secteur primaire et donc l'agriculture reçoive moins de financement bancaire (0,3% des crédits accordés aux secteurs), sa part à la création de richesse reste significative et plus élevée que celle du secteur secondaire qui

reçoit plus de 33% du financement bancaire.

Si le financement de l'agriculture atteint même les 1% du crédit accordé à l'économie réelle, par extrapolation, cela correspondrait à 89,43% comme part au PIB. Cette participation sera nettement supérieure à celle du secteur tertiaire qui malgré ses 62% du financement n'engendre qu'une part de 40,98% au PIB. Bien que l'agriculture soit un secteur à fort potentiel économique et de croissance, elle demeure le secteur qui obtient le moins de concours bancaire. En effet, plusieurs obstacles entravent le financement du secteur agricole malgré la performance et la nécessité de ce dernier. Les défis liés au développement de l'agriculture notamment la mécanisation (taux de mécanisation très faible -0,01 cv à l'hectare), la maîtrise de l'eau (agriculture toujours pluviale c'est-à-dire pas de pluie pas de culture), l'innovation technologique (faible rendement des cultures variant entre 1 et 2 tonnes/ha pour les céréales, 0,5 et 1 tonne/ha pour les

légumineuses et autour de 10 tonnes/ha pour les tubercules), constituent des risques évalués élevés par les banques commerciales.

Pourtant ses obstacles et défis peuvent être considérés comme des opportunités d'affaires à saisir par les Opérateurs Economiques. Le secteur privé peut par exemple se faire de chiffres d'affaires en :

- investissant dans la mécanisation : fournir selon la clientèle des matériels et équipements agricoles adaptés, un service de location et de réparation des matériels, etc ;

- développant des services d'irrigation et proposer des solutions innovantes de maîtrise d'eau et de gestion optimale du calendrier cultural.

Le détail des opportunités d'affaires à saisir par les Opérateurs économiques se trouve dans le document de recherche de KAPI Consult « Paradoxe du financement agricole en Afrique de l'Ouest : Cas du Togo ». Ce document montre de la nécessité de financer l'agriculture pour se développer, fait l'analyse du financement du secteur réel, évoque les risques et obstacles liés au financement agricole tout en prenant le soin d'indiquer toutes les opportunités d'affaires qui s'y trouvent, et aborde les efforts faits par le gouvernement. Des recommandations sont également faites à l'endroit des producteurs agricoles, micro et petites entreprises agricoles (MPER), des banques, IMF et compagnies d'assurances, et à l'endroit de l'Etat.

Les informations pour obtenir le document peuvent être obtenues en contactant le numéro (+228)93 17 01 01 ou en envoyant un mail à l'adresse électronique info@kapiconsult.com ou en allant sur le site www.kapiconsult.com.

TOUT LE TOGO, TOUTE L'INFO
TOUT LE TEMPS

REPUBLICOFTOGO.COM



 **TO GO**

Entretien avec le journaliste Pierrot Kossi ATTIOGBE à l'occasion des 10 ans de ses émissions politiques : « je me fais le porte-parole de plusieurs Togolais à la fois »

Cela fait dix ans qu'il reçoit, chaque dimanche à 12h et pendant 1 heure 30 minutes de temps, un invité politique ou un membre de la société civile pour donner son avis sur l'actualité de la semaine. Pierrot ATTIOGBE revient sur la genèse de cette émission qu'il anime depuis 3 ans sur la radio pyramide fm et nous livre quelques confidences.



Pierrot ATTIOGBE (à gauche) a la fin d'une émission avec l'ancien PM Joseph Kokou Koffigoh

Imagine Demain : Pourquoi avez-vous initié cette émission et quelle est son originalité ?

Pierrot ATTIOGBE : Mes émissions politiques ont commencé en Décembre 2009 à Nana FM. Le Togo se préparait alors à organiser la présidentielle de 2010. Malheureusement, les programmes de la radio ne disposaient d'aucun rendez-vous politique et il fallait l'inventer. Il fallait aussi trouver la personne devant l'animer. Moi, j'étais rédacteur en chef mais surtout journaliste sportif. Après moult réflexions, je me suis décidé à relever ce qui était

un défi. Finalement, tout s'est enchaîné.

Comment cette émission a-t-elle évolué au fil des années ? Quelles sont les innovations que vous y avez apportées ?

Depuis 2009, mes interventions à la radio ont connu des évolutions. L'émission était à Nana FM et durait une heure. Elle s'appelait 12-13 et en juillet 2016 au lancement de Pyramide FM que j'ai rejoint au poste de directeur, j'ai gardé le même rendez-vous en changeant de dénomination et en ajoutant 30 minutes au temps jadis consacré à l'émission. Les auditeurs ont

plus de temps pour poser des questions. Les invités aussi ont plus de temps pour expliquer leurs pensées. Pour moi, la marque majeure à mes émissions est l'introduction que je me force à écrire et à rendre spécifique. Elle me prend du temps mais c'est toujours avec plaisir que je le fais.

Le dimanche midi est une heure de grande écoute. Avez-vous une idée de l'audience de l'émission ?

Moi je suis en studio les dimanches midis. Mais, il m'est souvent rapporté que l'émission est écoutée par beaucoup de personnes. Je voudrais profiter de l'occasion pour les remercier.

On a l'impression que les hommes politiques s'empressent pour répondre à votre invitation. Pensez-vous qu'ils sont séduits par votre émission ?

C'est vrai que beaucoup d'hommes politiques sont déjà passés au 12-13 puis au D12. Sont-ils séduits par la qualité de l'émission ? Probablement

puisque j'essaie d'y mettre le plus de sérieux possible. Il est certain que les acteurs publics souhaitent atteindre le plus de monde possible mais je sais qu'ils ne veulent pas forcément dans toutes les conditions.

Avez-vous essayé une fois d'inviter le Président de la République ? Un Premier Ministre ?

J'ai exprimé à plusieurs reprises ce désir. Je l'ai fait en direct devant des ministres du gouvernement puisque vous savez que le Président de la République reste une personnalité de haut rang et l'avoir comme invité ou l'interviewé est un acte qui peut être ajouté au CV du journaliste. Mais pour ce qui concerne le 1er ministre, je ne l'ai jamais demandé. C'est une occasion de le faire mais j'ai pu avoir comme invités par le passé d'anciens 1er ministre comme Arthème Ahomey Zunu, Yaovi Agboyibo, Messan Agbéyomé Kodjo ou encore Me Kokou Koffigoh.

Vous donnez un style calme et détendu à l'émission mais vous êtes connu pour vos questions simples mais percutantes. Cela n'agace-t-il pas certains invités ?

Chaque émission a sa propre dynamique. Tout dépend sans doute de plusieurs facteurs liés au journaliste, à l'invité ou à l'environnement. Pour moi, le jeu n'est pas de d'agacer mon invité. Mais, certaines questions s'avèrent nécessaires et deviennent des impératifs à certains moments clés de l'émission. C'est vrai que certains invités ont été déjà gênés par certaines de mes questions mais souvent je me fais le porte-parole de plusieurs Togolais à la fois.

Votre mot de la fin...

Je voudrais rendre grâce à Dieu pour ces rendez-vous dominicaux qui durent depuis 10 ans. Ce n'est pas facile, je l'avoue. Je tiens à remercier à Dimas Dzikodo puis Blaise Sallah tous deux de Forum de la Semaine à une certaine époque puisque le projet a concerné aussi Forum de la Semaine à ces débuts. Que tous les acteurs publics qui acceptent participer aux émissions trouvent ici mes mots de remerciements. Je n'oublie pas les techniciens ainsi que mes patrons à nana fm et à Pyramide fm.

Raoul le blanc, « sans langue de bois » sur les réseaux sociaux

Il est omniprésent sur facebook, fait des vidéos en direct, donne des avis sur l'actualité culturelle et sociale au Togo, expose parfois sa vie privée et interagit avec des internautes qui sont de plus en plus nombreux à le suivre...

Raoul le blanc porte plusieurs casquettes : grossiste au grand marché de Lomé, Président de l'association « les jeunes vaillants », producteur-manager des artistes de la chanson.

« Influenceur », il en a fait aussi un métier sur les réseaux sociaux, notamment sur facebook. « Faire des vidéos en direct » est sa marque de fabrique. Sans

langue de bois, il se prononce sur tous les sujets. Ses détracteurs l'accusent de vouloir se créer une côte de popularité. Il fut à l'origine de l'hashtag « balance ton cachet » pour dénoncer les cachets jugés faramineux versés aux artistes étrangers au Togo contre des sommes dérisoires que perçoivent les artistes Togolais. Il valorise sa terre natale, le Togo

Critique envers de nombreux

artistes de la chanson, il n'hésite pas à louer toutefois leurs talents. Ses prises de bec lui créent d'énormes soucis. En surnommant ses fans « l'inde », Raoul le blanc espère accroître son influence à travers les réseaux sociaux. D'où un autre surnom qu'il s'est attribué : « influenmento ».

De son vrai nom, Dakitché Benissan Daté Fafadji, Raoul arrête l'école en classe de



Raoul le blanc

CM2. Quelques années plus tard, il part pour une formation d'agronomie à Atéda, dans la région de la Kara, sanctionnée par une attestation. Il poursuit sa vie dans une ferme chez son oncle dans la ville d'Agou. Revenu à Lomé, Raoul devient pousseur, puis plus tard apprenti-conducteur. Il

décida de faire du commerce à travers lequel, il prospère vite.

L'association, « jeunes vaillants » qu'il fonda en 2013, apporte des aides aux enfants et contribue à la fois à la promotion de la salubrité et de la culture.

Babatunde B



Récépissé N° 0574/26/07/18/HAAC

Directeur de publication:
Tété B. MENSAH-BOBOE
boboejoseph@gmail.com

Comité de rédaction:

Babatundé Boboe
Youssef B

Service commercial:

(+228) 70 35 35 90 / 93 23 17 86

Graphiste:

Eros DAGOUDI (Tél: 91099250)

Imprimerie:

DIRECT PRINT
Quartier Djidjolé

Distribution:

DAMALI Kossi (Tél : 90 74 91 24)

Tirage:

1000 exemplaires

Contacts:

Tél: (+228) 70 35 35 90 / 93 23 17 86

E-mail: bravo_yosef@yahoo.fr

TRAILBLAZER

FIND NEW ROADS

CHEVROLET



Le Plaisir de Conduire



Diwa
s.r.l.

2558 Boulevard de la Paix, Toboán Aéroport, 088P. 8535, Lomé-TOGO
Tél. +228 22 81 27 7877778, Mob. +228 97 10 94 94, info@diwa.tg, www.diwa.tg